



Les syndicats CGT Ford et SNTEFP (inspection du travail) organisent une conférence de presse ce mercredi 5 février à 11h30 au Bistrot d'Antan" (niveau place de la République à Bordeaux).

La décision est tombée vendredi : L'inspecteur du travail autorise les licenciements de représentant.e.s du personnel, parmi les dernier.e.s salarié.e.s de l'usine Ford de Blanquefort. Le dernier coup de clef est ainsi donné à l'usine.

Après les déclarations de posture des pouvoirs publics, du président Macron, du ministre Lemaire, du maire de Bordeaux Juppé, du président de Région Rousset, s'offusquant devant les caméras mais laissant Ford libre de détruire les emplois et repartir les poches pleines,

Après l'épisode d'une justice qui se déclare incompétente et choisit donc de ne pas juger le fond du dossier, laissant Ford libre de licencier tous les salarié.e.s,

Après des années de financements de l'usine sur des fonds publics, sans aucun contrôle ni contreparties (autour de 50 millions d'euros, toutes aides confondues, ces dernières années),

Voici la décision de l'inspection du travail qui valide ces licenciements et le motif économique, contre l'avis du cabinet d'expertise économique, malgré un dossier vide, dans lequel Ford ne présente aucun élément justifiant de difficultés économiques (au niveau du groupe, environs 7 milliards de dollars de bénéfices annuels), malgré l'absence de recherche de reclassement ou de repreneur.

Si nous n'avions aucune illusion sur les pouvoirs publics, nous regrettons que les évolutions récentes du droit du travail (notamment la Loi Travail et les ordonnances Macron), qui visent à faciliter les licenciements, conduisent l'inspection du travail à de telles décisions et la transforment en chambre d'enregistrement des décisions patronales. L'inspection du travail telle que nous la concevons doit rester au service des travailleur.euses et apporter un contre-pouvoir à l'arbitraire patronal.

Cette décision marque une nouvelle étape dans la longue chaîne de démissions, d'inactions coupables et de lâchetés, mais il s'agit avant tout de choix politiques et idéologiques.

Vous pouvez inscrire en contact presse :

Julien Boeldieu, CGT SNTEFP (inspection du travail) : 06 85 14 26 19

Vincent Alauze, CGT Ford : 06 11 48 40 95

Philippe Poutou, CGT Ford : 06 07 16 99 20